

QUE VONT-ILS DEVENIR ?

YVES BERTONCINI Le nouveau secrétaire général de Notre Europe, fondation créée par Jacques Delors, veut prendre part à la bataille des idées sur l'avenir de la construction européenne, malmenée par la crise

Un fils fondateur

C'est une voix parmi d'autres dans la cacophonie qui règne chaque jour sur la scène politique et médiatique européenne. Mais cette parole résonne d'un timbre particulier pour ceux qui l'entendent. Notre Europe est une fondation créée en 1996, à l'instigation des chefs d'État et de gouvernement européens, pour permettre à Jacques Delors de continuer à irriguer la réflexion sur l'unité européenne après ses deux mandats de président de la Commission. Quinze ans plus tard, le père fondateur se rend toujours chaque semaine dans les bureaux installés non loin de la gare Saint-Lazare, à Paris.

Il y retrouve depuis quelques semaines Yves Bertoncini, quadragénaire ayant tourné le dos à une carrière de haut fonctionnaire à Bruxelles. Ce fils d'élu communiste savoyard, passé par le prestigieux collège d'Europe de Bruges (Belgique), a préféré « aller au contact », enseigner, participer au débat politique, agir sur les représentations que les citoyens se font de la construction européenne. « L'Europe est un projet génial, assure-t-il. Mais on ne peut rester sur l'idée que cela va de soi, que cela profite à tout le monde. Il y a des perdants de l'élargissement, de la libéralisation économique. Il ne suffit plus de l'expliquer, il faut aussi en débattre et démocratiser le processus européen. »

Yves Bertoncini se souvient d'un jour de 1985 où, adolescent revenant d'un camp d'été, il avait vu des syndicalistes bloquer des voies en gare de Bordeaux pour empêcher la délocalisation d'un atelier de construction automobile dans la péninsule Ibérique. En octobre 2005, cinq mois après



Yves Bertoncini. « On ne peut rester sur l'idée que l'Europe va de soi. »

le « non » au référendum sur le traité constitutionnel, il publiera un essai intitulé *Europe : le temps des fils fondateurs*, où il appelle à une nouvelle manière de construire l'Europe, en s'appuyant sur l'adhésion des peuples.

Laboratoire d'idées (« think tank ») européen, Notre Europe émet depuis Paris et non pas depuis la « bulle » bruxelloise où sont concentrés l'essentiel des administrations communautaires, les délégations des États membres, les groupes de pression et les centres de recherches spécialisés. L'Italien Tommaso Padoa-Schioppa, président de la fondation jusqu'à

son décès soudain en décembre dernier, avait coutume d'affirmer qu'« il y a autant d'Europe que la France le souhaite ». Une façon de reconnaître le rôle décisif que joue ce pays, comme moteur ou comme frein à la construction européenne. Notre Europe entend jouer un rôle dans la réflexion en amont des grandes décisions politiques, avec un nouvel accent qu'impulse Yves Bertoncini : « On se focalise souvent sur les décideurs. Or, les décideurs sont de plus en plus influencés par l'opinion. Jacques Delors souligne que c'est l'une des évolutions les plus marquantes depuis qu'il était à la tête de la commission. »

Secrétaire général de la fondation, aujourd'hui présidée par le Portugais Antonio Vitorino, Yves Bertoncini anime une équipe d'une douzaine de salariés, sous la houlette de parrains prestigieux. Des personnalités discrètes, qui jouèrent un grand rôle dans la réflexion sur la monnaie unique, le développement du marché commun ou les politiques de solidarité eu-

ropéennes, et qui apportent leur expérience et leurs contacts. Entourée de toutes ces bonnes fées, Notre Europe entend « voir loin et large ». Ses réseaux lui permettent souvent de penser à contre-courant. Ainsi, au sujet du vote du Bundestag sur le Fonds

Notre Europe entend « voir loin et large ». Ses réseaux lui permettent souvent de penser à contre-courant.

européen de stabilité financière, aujourd'hui à Berlin, l'expert allemand de la fondation avait diagnostiqué depuis plusieurs semaines qu'une écrasante majorité se prononcerait en sa faveur, contrairement à ce que donnaient à croire certaines rumeurs alarmistes.

Yves Bertoncini prépare d'ailleurs l'ouverture d'un bureau de Notre Europe dans la capitale allemande. « Depuis trois ou quatre ans, ce sont les Allemands qui ont fait le plus d'efforts conceptuels et financiers en faveur de la solidarité économique et financière », souligne-t-il. Un mouvement que la fondation entend encourager en prenant sa part du « combat politique et intellectuel » nécessaire pour garder le mouvement d'unification européen sur les rails.

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN



LE BILLET

ALAIN RÉMOND

Pourquoi ça va mal

Si vous avez du temps devant vous, je vous conseille de lire la liste complète des « articles et préparations susceptibles de contenir du bisphénol A » publiée par l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses). Elle est tout simplement hallucinante. Citons, en vrac : CD, DVD, lentilles de contact, verres de lunettes, assiettes, tasses, gourdes, bonbonnes, bouteilles, sèche-cheveux, micro-ondes, bouilloires, dialyseurs, appareils respiratoires, casques de sécurité, articles de sport, pneus, vitrage de sécurité, optiques de phares, linoléum, emballages alimentaires, colles, adhésifs, peintures, bateaux de plaisance, fibres optiques, etc., etc. Or, précise l'Anses, la toxicité du bisphénol A est avérée chez l'animal et fortement suspectée chez l'homme, en matière, entre autres, de pathologies cardiovasculaires ou intestinales, sans parler du diabète. J'ai une question : si le bisphénol A est partout et qu'il est à ce point nocif, ne serait-il pas, par hasard, responsable des aberrations, désordres et dysfonctionnements hautement pathologiques de la finance et de l'économie ?

UNE IDÉE POUR AGIR

En partenariat avec

Un étudiant
finance

un dispensaire au Rwanda

À l'été 2007, Samuel Gagnot participe à un voyage humanitaire au Rwanda avec les Scouts de France. Pendant près d'un mois, il encadre un groupe de jeunes Rwandais. Désireux d'inscrire son action dans la durée, il finance, l'année suivante, la création d'une bibliothèque au sein d'une école de Byumba. Alors âgé de 18 ans, il récolte 4500 € auprès de donateurs afin de réhabiliter un bâtiment, l'aménager et le doter de livres. Aujourd'hui, les trois écoles de la ville utilisent ce lieu.

Depuis, pour combiner son attirance pour l'humanitaire et ses études en troisième année de médecine à Brest, Samuel, 21 ans, a fondé une association intitulée Kusangira, un mot rwandais qui signifie « partager », dans l'idée de soutenir l'action d'un centre de soins. L'association intervient dans le district de Gihara et concentre ses actions autour du dispensaire de la région en charge de 27 700 habitants. Depuis deux ans, elle a financé un stérilisateur pour le matériel d'accouchement, un ordinateur afin d'informatiser les dossiers des patients et améliorer leur suivi médical ainsi que des équipements pour le personnel soignant. « L'État rwandais finance le salaire des infirmières et les médicaments mais, pour le reste, le dispensaire doit trouver ses propres ressources », indique le jeune homme.

Afin de diversifier les apports nutritionnels des enfants et les sources de revenus du dispensaire par la vente de lait, trois vaches ont été achetées. Au total, 11 000 € ont été investis depuis le départ. L'association Kusangira projette également de financer la rénovation des salles d'accouchement et ses sanitaires. « En Afrique, l'urgence est telle que les soignants sont souvent dans l'impératif du court terme. J'essaie d'apporter une vision à moyen terme. Surtout, je ne suis qu'un ambassadeur de leur cause. Ce sont eux qui décident des projets qu'ils veulent mener. »

MIKAËL CABON
(à Brest)

RENS. : 06.01.90.30.10 ou <http://www.projet-kusangira.fr>

Le 18 décembre 2010, le deuil frappe Notre Europe

C'est dans un contexte endeuillé qu'en avril dernier, Yves Bertoncini a pris ses fonctions de secrétaire général de Notre Europe. Le président de la fondation, Tommaso Padoa-Schioppa, qui avait souhaité le recruter, était en effet décédé quatre mois plus tôt, de façon brutale, à Rome. Président du comité directeur du Fonds monétaire international (FMI), cet ancien ministre des finances italien (2006-2008) et ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne a été comparé à un « Érasme des temps modernes » par Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il a été remplacé par Antonio Vitorino, ancien ministre de la défense portugais et ancien commissaire européen à la justice et aux affaires intérieures sous la présidence de Romano Prodi (1999-2004).